

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



MARQUÉES À VIE

**Accusations de sorcellerie et lutte pour la
dignité dans le nord du Ghana**

Amnesty International est un mouvement rassemblant 10 millions de personnes qui fait appel à l'humanité en chacun et chacune de nous et milite pour que nous puissions toutes et tous iouir de nos droits humains. Notre vision est celle d'un monde dans lequel les dirigeants et dirigeantes tiennent leurs promesses, respectent le droit international et sont tenus de rendre des comptes. Indépendante de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion, Amnesty International est essentiellement financée par ses membres et des dons de particuliers. Nous avons la conviction qu'agir avec solidarité et compassion aux côtés de personnes du monde entier peut rendre nos sociétés meilleures.



Photo de couverture : Femmes accusées de sorcellerie, décembre 2023 / avril 2024. © Amnesty International

© Amnesty International 2025

Sauf exception dûment mentionnée, le contenu de ce document est sous licence internationale 4.0 Creative Commons (paternité, pas d'utilisation commerciale, pas de modification).

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode.fr>.

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : www.amnesty.org/fr.

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

Édition originale publiée en 2025

par Amnesty International Ltd.

Peter Benenson House, 1 Easton Street

London WC1X 0DW, Royaume-Uni

Index : AFR 28/9220/2025

Langue originale : anglais

amnesty.org

CONTENU

INTRODUCTION	5
UN SYSTÈME DE VIOLENCE	7
HISTOIRES DE SURVIE	8
LA VIE DANS LES CAMPS	12
CAUSES PROFONDES	14
DÉFAILLANCES DE L'ÉTAT	15
ESPOIR ET SOLIDARITÉ	16
LES HOMMES ACCUSÉS	17
CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE	18

GLOSSAIRE

Devin : quelqu'un-e que l'on croit capable de voir l'avenir.

LEAP : programme de réduction de la pauvreté au Ghana.

Prêtre traditionnel : chef spirituel local qui accomplit des rituels.

INTRODUCTION

« Ils disaient que j'étais une sorcière. J'ai dû fuir pour sauver ma vie. » – Lari, camp de Gambaga

Dans le nord du Ghana, des centaines de femmes vivent dans des camps de fortune après avoir été bannies de chez elles. Accusées de sorcellerie – souvent après la mort d'un proche ou un rêve troublant –, ces femmes sont ciblées pour ce qu'elles sont : âgées, pauvres, veuves ou directes dans leur manière de parler. Leur exil constitue non seulement une injustice culturelle, mais aussi une violation de leurs droits humains les plus fondamentaux.

Ce document recueille leurs voix, expose les failles systémiques qui permettent ces abus et appelle à l'action. Il rend hommage à leur résilience et réclame justice.



UN SYSTÈME DE VIOLENCE

Pourquoi les femmes sont accusées et ce que cela leur coûte.

Dans le nord du Ghana, l'accusation de sorcellerie est souvent déclenchée par une tragédie : la mort d'un être cher, une maladie mystérieuse, une mauvaise récolte. Parfois, elle naît d'un rêve. Mais derrière ces déclencheurs se cachent des racines plus profondes : la discrimination, la pauvreté et la peur.

Les femmes les plus souvent accusées sont âgées, notamment des veuves, des femmes sans enfants ou celles qui remettent en question les normes traditionnelles. La jalousie, les conflits non résolus et les tensions communautaires alimentent souvent le problème.

Une fois accusées, les recours sont limités. De nombreuses femmes sont agressées, menacées ou expulsées de force. La plupart fuient vers des camps où elles passent le reste de leurs jours dans la pauvreté et l'isolement.



HISTOIRES DE SURVIE

Zeinabou* – Camp de Gambaga

« Ma rivale a dit que je l'avais ensorcelée. Mon mari l'a soutenue. J'ai été envoyée au camp. Ce jour-là, ils m'ont abandonnée comme on laisse une chèvre attachée quelque part. »

Zeinabou, âgée de plus de 90 ans, vit dans le camp de Gambaga depuis de nombreuses années. Elle a été accusée par sa coépouse après une série de disputes. La famille de son mari a choisi de croire à cette accusation. Elle a alors été emmenée chez un devin, qui l'a déclarée sorcière.

Elle a été conduite au camp de Gambaga avec pour seuls biens un pagne et deux cedis.

Aujourd'hui presque aveugle et malade, elle vit seule et dépend de petits dons.
« Je ne retournerai pas. Je n'ai plus personne là-bas. Ici, j'attends la mort. Si le camp ferme, je n'aurai nulle part où aller. »

*Zeinabou est un pseudonyme utilisé pour protéger l'identité de la personne interrogée.



Zina – Camp de Kukuo

« J'ai été accusée d'avoir tué un garçon que je ne connaissais pas. Les jeunes se sont rassemblés. Ils avaient des bâtons. On m'a dit de partir ou de mourir. Mon frère m'a sauvée. »

Zina, âgée d'environ 80 ans, était autrefois agricultrice. Accusée il y a plus de vingt ans, elle a été envoyée au camp de Kukuo. Aujourd'hui, elle vit avec le petit-fils de son frère. Elle survit grâce aux aides, souffre d'un genou douloureux et n'a pas reçu son allocation LEAP depuis des mois. Elle affirme qu'elle ne rentrera jamais chez elle. « **Ils ont menti à mon sujet. Dieu les jugera.** »



Ajishetu – Camp de Kukuo

« J'ai été accusée après le décès de ma voisine, victime de maux de tête. Un groupe de jeunes m'a dit que je devais partir, sinon ils s'occuperaient de moi. »

Ajishetu vivait avec son mari et ses six enfants. Après la mort de son mari, elle est devenue une cible facile. À la mort de sa voisine, on a prétendu qu'elle l'avait ensorcelée. Sans poste de police à proximité et sans le soutien du chef local, elle a dû fuir vers le camp de Kukuo en 2010.

Aujourd'hui, elle survit en aidant les fermes voisines. « Je ne veux pas retourner dans ma communauté à cause de ce qu'ils m'ont fait. »



Lari – Camp de Gambaga

« J'ai été accusée après la mort de mon fils dans un accident. Ils ont dit que c'était moi qui l'avais tué. C'est le frère de mon mari qui a commencé. »

Après des menaces répétées et des visites de voisins hostiles, la famille de Lari n'a eu d'autre choix que de l'emmener au camp de Gambaga. Elle y vit depuis 2015. Ses petits-enfants lui manquent profondément et elle souhaite un jour laver son honneur.



Wuni – Camp de Gambaga

« Je ne sais même pas pourquoi j'ai été accusée. Quelqu'un a dit m'avoir vu en rêve. C'était suffisant. »

Wuni a été bannie au camp de Gambaga suite à un rêve qu'un membre de sa communauté prétendait avoir fait. L'accusation s'est répandue et elle a été forcée de partir. Malgré son âge et le traumatisme, elle prend la défense des jeunes femmes, les exhortant à résister au silence et à la honte.

LISEZ LES TÉMOIGNAGES
COMPLETS SUR NOTRE
PAGE DÉDIÉE OU DANS
NOTRE RAPPORT

PAGE DÉDIÉE



SYNTÈSE
DU RAPPORT





Mariama* – Camp de Kpatinga

« Ils ont tellement battu mon amie qu'elle n'a pas survécu. J'étais la suivante. »

Mariama a perdu son amie la plus proche, victime d'un passage à tabac mortel. Elle s'est réfugiée au camp de Kpatinga, où elle tente désormais de trouver la paix. Son histoire nous rappelle douloureusement le danger que représentent ces accusations de sorcellerie.

**Mariama est un pseudonyme utilisé pour protéger l'identité de la personne interrogée.*



Morowa* – Camp de Gnani

« Ma propre famille s'est retournée contre moi. Ils ont dit que j'avais utilisé la sorcellerie pour les maudire. Je n'ai jamais eu l'occasion de m'expliquer. »

Dans le camp de Gnani, Morowa vit avec d'autres femmes accusées de sorcellerie. Leur compagnie lui apporte de la force, mais elle dit rêver de justice, pas seulement de survie. « Je veux que les gens sachent la vérité. Nous ne sommes pas des sorcières. Nous sommes des femmes. »

**Morowa est un pseudonyme utilisé pour protéger l'identité de la personne interrogée.*

LA VIE DANS LES CAMPS

Survivre, pas vivre.

Ces camps ne sont pas conçus pour la guérison ou la réinsertion ; ce sont des lieux d'abandon. À Kukuo, Gambaga, Gnani et Kpatinga, les habitants vivent dans de vieilles huttes aux toits de chaume perméables et aux sols qui se transforment en boue sous la pluie. Ces structures offrent peu de protection, mais constituent le seul abri disponible.

La situation alimentaire est désastreuse. Celles qui le peuvent travaillent dans les plantations locales pendant la saison des récoltes en échange de nourriture. Cependant, certaines des accusées sont des femmes **âgées ou handicapées** et ne peuvent plus cultiver. Elles dépendent de la bonne volonté de voisins ou de parents éloignés. Certains jours, elles souffrent de la faim. D'autres fois, elles survivent grâce à la bouillie ou au maïs. Certaines femmes se souviennent avoir passé des jours sans nourriture solide.

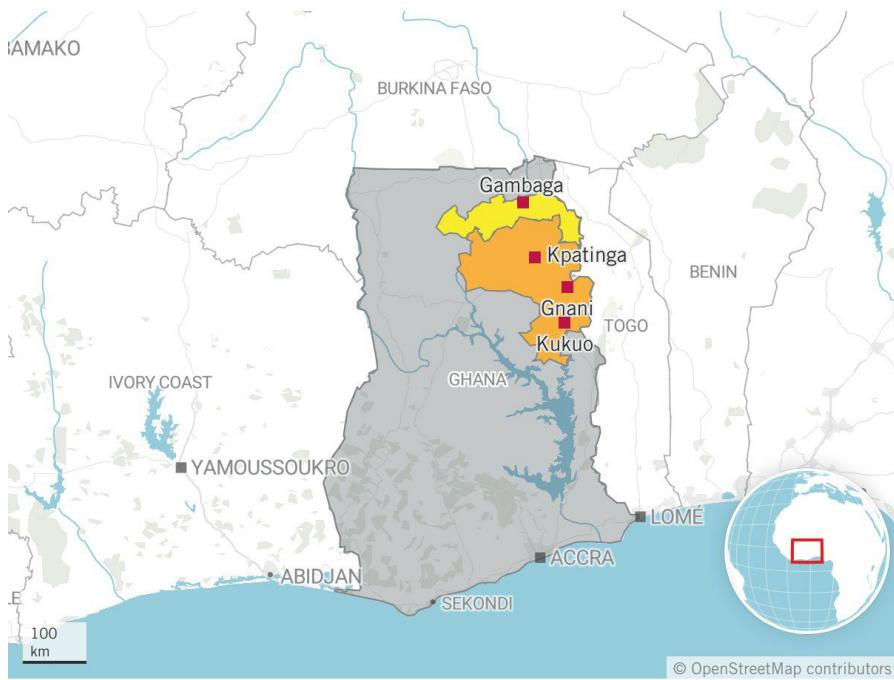
Le programme gouvernemental LEAP est censé offrir un soutien financier, mais pour beaucoup, il est irrégulier et insuffisant. Les paiements sont souvent retardés de plusieurs mois et, lorsqu'ils arrivent, ils ne couvrent pas les dépenses de base comme la nourriture ou les médicaments. Les femmes expriment leur frustration et leur désespoir face à l'absence de filet de sécurité fiable.

L'accès à l'eau potable est irrégulier. Dans certains camps, les résidents doivent marcher des heures pour atteindre le ruisseau ou la rivière la plus proche, **faute d'eau courante**. Certains dépendent de leurs voisins ou de leurs petits-enfants pour remplir leurs récipients, une dépendance qui accentue leur sentiment de vulnérabilité.

Les soins de santé constituent un défi permanent. La plupart des personnes ont une carte d'assurance maladie, mais qui ne prennent pas toujours en charge les médicaments nécessaires aux maladies graves ou chroniques. Elles prennent des analgésiques lorsqu'elles en ont les moyens et si leur clinique locale en propose. Sinon, elles doivent compter sur l'aide financière d'autrui ou ne rien prendre du tout.

Au-delà des difficultés physiques, les camps sont des lieux de souffrance émotionnelle et psychologique. Les femmes vivent avec le traumatisme du rejet par leur famille et leur communauté. Certaines rêvent encore de retrouver leurs proches. En attendant, elles se concentrent sur la survie et la solidarité avec celles qui partagent leur sort.

Localisation des camps



Région du Nord

Région du Nord-Est

Ghana



CAUSES PROFONDES

Âge, sexe, pouvoir.

« Les femmes ont peur de vieillir dans leurs communautés. » – Représentante de Songtaba

Les accusations viennent rarement d'inconnus. Elles commencent à la maison : par les frères, les neveux, voire les fils. Dans une région marquée par le sous-développement et la pauvreté, les femmes âgées deviennent facilement des boucs émissaires.

Certaines sont ciblées pour leur succès. D'autres, pour leur incapacité à travailler. Certaines sont qualifiées de sorcières en raison de leur apparence : peau ridée, jambes gonflées, seins tombants. Ce sont des signes naturels du vieillissement transformés en signes du mal.



DÉFAILLANCES DE L'ÉTAT

Aucune protection. Aucune justice.

En vertu du droit international, l'État a le devoir de protéger ses citoyens. Mais lorsqu'il s'agit des femmes du nord du Ghana, ce devoir est souvent ignoré.

La police intervient rarement. Les victimes craignent des représailles si elles signalent des abus. Le système judiciaire manque de cadres clairs pour poursuivre les violences liées à la sorcellerie.

Les refuges sont rares. La plupart des femmes accusées ne trouvent refuge que dans les camps traditionnels. Pour plusieurs d'entre elles, la voie de réinsertion est incertaine. Elles ne sont pas protégées contre de nouvelles accusations. Nombre d'entre elles ne partiront jamais.



« JE NE SUIS PAS UNE SORCIÈRE »

ESPOIR ET SOLIDARITÉ

« *Nous ne sommes pas des sorcières. Nous sommes des femmes. Nous voulons la paix.* »

Face à l'injustice, les femmes des camps tissent des liens forts. Elles partagent nourriture, histoires et force. Certaines offrent un accompagnement spirituel à d'autres. Nombre d'entre elles rêvent encore d'un avenir meilleur pour la prochaine génération.

Leurs voix s'élèvent. Leur courage est notre appel à l'action.

LES HOMMES ACCUSÉS

Bien que la plupart des victimes soient des femmes, certains hommes sont également accusés. Dans le camp de Gnani, le plus grand, les hommes vivent en exil comme les femmes, mais leurs parcours diffèrent souvent. Certains peuvent faire venir leur femme et leurs enfants, tandis que d'autres sont contraints de quitter leur famille faute de ressources et de soutien. Même accompagnés de leur famille, les hommes doivent lutter pour subvenir à leurs besoins dans des conditions difficiles.

Leurs accusations découlent souvent de malheurs tels que des décès, des maladies ou des rêves. Certains sont accusés après le bannissement de leur mère, et sont considérés coupables par association. Dans certains cas, ils sont pris pour cible en raison de leur succès ou simplement pour avoir apporté leur soutien à des femmes précédemment accusées. Ces accusations servent d'avertissement : la loyauté comporte des risques.

Malgré le traumatisme, de nombreux hommes maintiennent des liens forts avec leur famille. Certains tentent encore de financer l'éducation de leurs enfants depuis le camp. D'autres expriment de profonds regrets pour la vie qu'ils ont menée autrefois. Un homme, accusé d'avoir donné son sang à une femme malade décédée plus tard, se demande encore comment des actes de compassion ont pu se transformer en preuve de sorcellerie.

Comme les femmes, ces hommes portent les cicatrices de la trahison et de la destitution. Leurs histoires nous rappellent que même si ce sont les femmes qui portent le plus gros poids des accusations, le tissu social est déchiré pour tous. La justice pour les accusés doit inclure tous les genres et remettre en question les systèmes qui favorisent la désignation de boucs émissaires.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

Agissez. Changez des vies.

Nous exigeons :

- Une loi nationale criminalisant les accusations de sorcellerie et les abus qui y sont liés
- Des refuges sûrs et gérés par l'État et des programmes de réinsertion
- Une campagne de sensibilisation soutenue pour remettre en question les croyances néfastes
- Paiements LEAP réguliers et suffisants à tous les résidents des camps
- Justice et réparations pour les survivant·e·s

Vous pouvez :

- Partager ce document
- Rejoindre notre campagne : #BrandedForLife
- Soutenir les organisations locales qui travaillent avec les survivants
- Faire pression sur le président pour qu'il agisse en signant notre pétition

DERRIÈRE LA RECHERCHE

Entre 2023 et 2025, Amnesty International a mené des recherches approfondies sur le terrain dans quatre camps. 93 personnes accusées de sorcellerie ont été interrogées. De nombreux noms ont été modifiés par mesure de protection.

Nous remercions toutes les femmes et tous les hommes courageux qui ont partagé leur histoire. Nous remercions également nos partenaires : Songtaba, ActionAid Ghana, l'Institut Sanneh et bien d'autres.

SCANNEZ POUR
AGIR MAINTENANT



**TÉLÉCHARGEZ LE RAPPORT COMPLET
(ANGLAIS)**



#BrandedForLife

www.amnesty.org | @amnestywaro